

iNTÉRÊT gÉNÉRAL

LA FABRIQUE DE L'ALTERNATIVE

DOSSIER DE PRESSE

JUILLET 2020

ÉVÉNEMENT

**CRÉATION DU
CONSEIL
D'ORIENTATION
SCIENTIFIQUE**

SOMMAIRE

1 QUI SOMMES-NOUS ?

2 UN CONSEIL D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE, POUR QUOI FAIRE ?

3 LES MEMBRES DU CONSEIL

4 ON PARLE DE NOUS

INTÉRÊT GÉNÉRAL
LA FABRIQUE DE L'ALTERNATIVE



CONSEIL D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE

www.interetgeneral.net/le-conseil/



QUI SOMMES NOUS ?

Intérêt général est un laboratoire d'idées indépendant, composé de représentants des fonctions publiques, des universités et du secteur privé, désireux de démontrer qu'une alternative est possible. Il a été initié le 7 mai 2019 par un manifeste appelant à fédérer par les idées afin de fabriquer l'alternative.

Depuis notre lancement, nous avons publié 7 notes collectives :

- La première s'intitule « **Think tanks, la fabrique de la propagande** ». Elle a fait l'objet d'un article dans le Monde Diplomatique écrit par Grégory Rzepski, membre d'Intérêt général.
- La deuxième aborde l'Union européenne « **Traités européens : scénarios pour une rupture** »
- La troisième adresse le sujet des retraites. La note « **Nos retraites, notre avenir : pour un nouveau système solidaire par répartition** » a été citée dans cet entretien de Thomas Piketty (Politis), ainsi que dans cet article dans Médiapart.
- La quatrième traite des intercommunalités. « **De la libre association des communes et de leur contribution à la bifurcation écologique** » a été citée par Marianne dans son dossier thématique « Communautés de communes : le grand bazar ! ». Des tribunes ont également été publiées dans Politis et Marianne.
- Les cinquième, sixième et septième notes forment une série intitulée « **Services publics, les biens communs de la République** », qui ont fait l'objet d'un article complet dans l'Obs, d'une référence de nos travaux dans Le Monde, ainsi qu'un entretien de Thomas Branthôme, membre d'Intérêt général dans Marianne.

LIRE NOTRE MANIFESTE





ÉVÉNEMENT

**UN CONSEIL
D'ORIENTATION
SCIENTIFIQUE**

**POUR
QUOI
FAIRE ?**

Après un an d'existence, le laboratoire d'idées Intérêt général se dote d'une nouvelle structure et crée un conseil d'orientation scientifique ayant pour missions d'orienter les travaux du laboratoire et d'assurer la représentation publique de ses travaux.

DES PARCOURS ET PROFILS VARIÉS

Ce conseil **paritaire** et **pluridisciplinaire** regroupe des chercheuses et chercheurs en histoire, en écologie, en philosophie, en sociologie, en économie, en linguistique. Auteurs et autrices de nombreux ouvrages spécialisés ou grand public, ils et elles publient leurs travaux dans les grandes revues académiques.

Ce conseil intègre également des cadres du privé, des hauts fonctionnaires et des syndicalistes. De nombreux collectifs sont représentés au sein de ce conseil : Économistes atterrés, Attac, Monde diplomatique, Arrêt sur images, Fondation Copernic, X-Alternative, Observatoire tunisien de l'économie, Fondation Jean-Jaurès, Fondation Danielle-Mitterrand - France Libertés, Les Infiltrés, Institut La Boétie, Institut Rousseau, CNNR, Les Constituants.

LES TROIS MISSIONS DU CONSEIL D'ORIENTATION SCIENTIFIQUE

Les missions du conseil reposent sur les spécialités de ses membres, jouant le rôle « d'**intellectuel collectif** » alliant savoirs universitaires, pratiques et techniques visant à ancrer les analyses et propositions d'Intérêt général dans un socle de connaissances reconnues.

Le conseil d'orientation scientifique se réunit au moins une fois par semestre, idéalement trois fois par an. Un tel conseil est un **organe consultatif** qui a trois missions :

1

Proposer des thématiques pour les futurs travaux d'Intérêt général. Il s'agit d'**orienter les travaux** initiés et de solliciter de nouveaux sujets de notes. L'échange interdisciplinaire permet de **hiérarchiser les sujets** à venir.

2

Alimenter les travaux d'Intérêt général en **suggérant des personnes à contacter** ou des **partenariats** susceptibles de favoriser l'action du laboratoire d'idées. À partir de leurs domaines de spécialité, les membres proposeront un état de l'art des sujets, par exemple par des références bibliographiques.

3

Contribuer au rayonnement d'Intérêt général, par exemple en assurant la diffusion publique de ses travaux et en assumant un rôle de représentation publique.

DÉCLARATION DE PRINCIPES

La déclaration de principes est un texte publié en même temps que la composition du conseil d'orientation scientifique. Elle a vocation à brièvement formaliser ce que signifie la participation à ce conseil.

Nous, membres du conseil d'orientation scientifique d'Intérêt général :

- ◆ rappelons que le lancement d'Intérêt général a pour **point de départ la publication d'un manifeste** en mai 2019 établissant des constats et fixant les objectifs ayant sous-tendu les travaux du laboratoire d'idées auquel nous apportons aujourd'hui notre soutien ;
- ◆ nous associons à la **démarche collégiale et interdisciplinaire** d'Intérêt général ;
- ◆ participons à **cet espace d'échange et de « fabrique de l'alternative »**, ayant pour base de travail toutes les contributions politiques, universitaires, syndicales ou associatives sans exclusion ni restriction, tant qu'elles ne sont pas en contradiction frontale avec les principes fondateurs du manifeste ;
- ◆ souhaitons **apporter notre expérience et nos connaissances** et faire le lien avec nos collectifs de recherche et nos environnements professionnels et syndicaux ;
- ◆ ambitionnons de **contribuer au rayonnement** d'Intérêt général et aux idées contenues dans ses travaux ;
- ◆ précisons que nos positions publiques, autres que celles exprimées dans le cadre de la présentation des notes d'IG et de leur récit public, ne valent pas position d'Intérêt général et n'engagent pas les autres membres de son conseil d'orientation scientifique ;
- ◆ rappelons qu'**Intérêt général est indépendant d'un point de vue organique et financier de toute organisation politique**. De fait, **notre participation à IG ne vaut soutien à aucune organisation partisane**. En particulier, Intérêt général n'a pas vocation à soutenir des candidats ou des organisations partisans.



LES MEMBRES DU CONSEIL

Retrouver les biographies des membres sur notre site à l'adresse suivante <https://interetgeneral.net/le-conseil/>



JEAN ZIEGLER

Jean Ziegler est un sociologue et écrivain suisse, ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies (2000-2008). Il est actuellement membre du comité consultatif du conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Jean Ziegler est titulaire d'un doctorat en droit et d'un autre en sociologie. Ancien professeur de sociologie à l'Université de Genève jusqu'en 2002 et à l'université de la Sorbonne à Paris. Il est auteur de nombreux ouvrages de sociologie marxiste, traduits dans de nombreuses langues. Il a publié de nombreux livres grands publics sur les conséquences dévastatrices de la mondialisation et le socialisme international, notamment *L'Empire de la honte* (Éditions Fayard, 2005) dont le film documentaire *We feed the world* (2007) d'Erwin Wagenhofer est inspiré. *La Haine de l'Occident* (Éditions Albin Michel, 2008) reçoit le prix littéraire des droits de l'homme.

Chevalier des arts et des lettres, il est récipiendaire de nombreux prix et distinctions internationales. Il est également titulaire de doctorats honoris causa de plusieurs universités notamment de l'université Paris VIII, de Liège ou l'université libre de Bruxelles. Il est également membre honoraire du Conseil d'Administration de la Fondation Danielle-Mitterrand - France Libertés.



MARIE AGAM

Marie Agam est administratrice générale des ministères sociaux. Sa scolarité à l'ENA se déroule de 1982 à 1984. Issue du concours interne en tant qu'inspectrice des impôts, elle est nommée au ministère des affaires sociales à la direction des hôpitaux. Elle s'y occupe du financement des établissements de santé et de la planification sanitaire. Après une mobilité à la Caisse des dépôts et consignations, et un détachement à l'UAP dans le champ de l'immobilier, elle revient aux affaires sociales où elle crée la première structure de gestion de l'encadrement supérieur. Dès lors, elle œuvre à la réforme de l'Etat dans ses postes successifs dans différents ministères. Ainsi, après un poste de directrice des ressources humaines au Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, elle rejoint le ministère de la fonction publique et le secrétariat d'Etat à la réforme de l'Etat, en qualité de chef de service, pour créer la délégation aux usagers et aux simplifications administratives et conduit l'élaboration de la première ordonnance de simplification du droit.

Dans le cadre d'un jumelage avec l'Union européenne, elle part en Roumanie, contribuer à la réforme de l'Etat roumain en vue de son intégration au sein de l'Union européenne. À son retour, elle dirige l'agence de coopération internationale du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. A ce titre elle signe de nombreux programmes de coopération bilatérale sur ces matières, avec plusieurs pays avec lesquels la France a des relations approfondies, en Asie ou en Afrique. Son dernier poste s'est déroulé à la direction des affaires juridiques des ministères sociaux pour y conduire l'implantation du code du travail de droit commun à Mayotte. Depuis 2018, elle est à la retraite.

Elle est signataire du manifeste fondateur d'Intérêt général.



SABRINA ALI BENALI

Sabrina-Aurore Ali Benali est médecin. Après avoir effectué son externat et son internat dans les différents services de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), notamment aux urgences, elle est aujourd'hui médecin d'urgence à domicile à Paris.

Rassemblant des millions de vues sur les réseaux sociaux, elle est l'autrice de «La Révolte d'une interne» aux éditions du Cherche midi. Elle a également participé à l'ouvrage collectif «Résistons ensemble, pour que renaissent des jours heureux» aux éditions Massot et est membre du conseil national de la nouvelle Résistance (CNNR).



JUDITH BERNARD

Judith Bernard est ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, agrégée de lettres modernes et docteur en Études théâtrales et Linguistique de l'université de Lyon 2 ayant pour thème les répétitions dans le théâtre francophone des années 1980 et 1990. Elle est enseignante en BTS à Saint-Denis (93), dramaturge, comédienne et metteuse en scène au sein de la compagnie ADA-Théâtre.

Ancienne chroniqueuse de l'émission Arrêt sur images, elle est co-fondatrice du site Hors-Série en 2014. Elle est l'auteure du roman Qui trop embrasse (Édition Stock, 2008).



CLARA CAPELLI

Clara Capelli est économiste spécialiste de la zone Moyen Orient et Afrique du Nord et experte en coopération internationale.

Elle a soutenu en 2015 une thèse de doctorat en économie du développement à l'Université de Pavia (Italie), sur le lien entre structure productive, chaînes de valeur internationales, et emploi dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord, en s'intéressant en particulier aux cas de la Tunisie et de la Palestine. Elle a ensuite travaillé au bureau régional Afrique du Nord de la Banque africaine de développement, à Tunis, où elle s'est chargée des projets de financement des infrastructures. Clara Capelli a par la suite géré les projets de développement économique de l'Agence de coopération italienne à Jérusalem pour la Palestine. Elle a travaillé sur les politiques de coopération internationale dans la région MENA après les soulèvements de 2011, et plus récemment sur les questions de financiarisation – en particulier dans les économies en développement et avec une approche hétérodoxe. Elle enseigne l'économie à l'Université de Bethléem.

Clara Capelli écrit régulièrement des articles de vulgarisation des questions économiques, dans une perspective hétérodoxe, pour le think tank italien ISPI, l'INET (Institute for New Economic Thinking), Naked Capitalism et le Bretton Woods Project, et surtout le magazine en ligne QCode



BERNARD CASSEN

Bernard Cassen est professeur émérite de l'Université Paris 8 et ancien directeur général du Monde diplomatique.

Il est une des figures marquantes du mouvement altermondialiste, tant en France qu'au niveau international. Il a été le premier président de l'association Attac, de 1998 à 2002, avant d'en devenir président d'honneur au côté d'Ignacio Ramonet. Il a joué un rôle majeur dans la conception et le lancement du premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre (Brésil) en janvier 2001, comme dans les FSM et Forums sociaux européens qui lui ont succédé partout dans le monde.

Bernard Cassen est également secrétaire général de la Maison de l'Amérique latine à Paris, et secrétaire général de l'association Mémoire des luttes. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'altermondialisme, l'Europe et la francophonie, notamment *Tout a commencé à Porto Alegre* (Editions Mille et Une Nuits, 2003), *Le Parlement européen, pour faire quoi ?* avec Louis Weber et Hélène Michel (Éditions du Croquant, 2014) et *En finir avec l'eurolibéralisme* (éditions Mille et Une Nuits, 2008).



JIHEN CHANDOUL

Jihen Chandoul est économiste diplômée de l'Institut d'études politiques de Strasbourg. Elle co-fondatrice de l'Observatoire Tunisien de l'Economie (OTE) crée en 2013 à la suite du processus révolutionnaire en Tunisie où elle a travaillé en tant que Directrice des Etudes qualitative et du Plaidoyer.

Spécialisée en économie politique et économie du développement, elle est l'auteurice de plusieurs publications et travaux en particulier sur la dette extérieure publique et les conditionnalités des institutions financières internationales, la justice fiscale, le commerce et les accords de libre échange, les politiques d'austérité du FMI, les partenariats public-privés et les politiques d'investissements: 'ALECA et agriculture : au-delà des barrières tarifaires', Evaluation de l'impact des politiques tunisiennes et européennes sur les exportations de l'huile d'olive tunisienne vers l'UE, Le FMI en Tunisie : Injustices transitionnelles. Elle est également l'auteurice d'une Op-ed publiée par le Guardian en 2018 *The IMF has choked Tunisia. No wonder the people are protesting* qui a entraîné une réponse du FMI sur la Tunisie.

Active au sein de plusieurs réseaux dans la région Moyen orient et Afrique du nord et au niveau africain avec Tax Justice Network Africa, elle a également enseigné l'économie politique à la Tunis Business School de l'Université de Tunis et a travaillé en tant que consultante auprès de différentes organisations internationales.



HADRIEN CLOUET

Hadrien Clouet est sociologue, chercheur postdoctorant au Centre de sociologie des organisations (Sciences Po) et chercheur associé au Lise (Conservatoire National des Arts et Métiers).

Spécialiste du chômage et des politiques d'emploi, il s'intéresse particulièrement à la diffusion de la précarité et aux intermédiaires publics de l'emploi, dans une perspective comparative franco-allemande. Après sa thèse de doctorat (2018) sur la promotion des offres à temps partiel par certains opérateurs publics de placement, il a conduit des enquêtes sur les conditions de travail et les conflits professionnels en milieu militaire et dans les services publics de l'eau.

Il participe régulièrement à des universités populaires et à des séminaires associatifs. Actuellement, il enseigne à Sciences Po, Sorbonne université, l'IEP de Strasbourg et l'université de Reims.



QUENTIN DEFORGE

Quentin Deforge est chercheur postdoctoral IFRIS en sociologie politique au Centre Alexandre Koyré de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

Après des études d'économie, Quentin Deforge a milité pour le pluralisme dans l'enseignement, la recherche et le débat public en économie. Il a soutenu en 2019 une thèse de doctorat en science politique à l'Université Paris-Dauphine (Paris Sciences et Lettres) sur l'expertise transnationale en « gouvernance » des organisations internationales comme l'ONU et la Banque mondiale, en s'intéressant en particulier aux réformes promues en Tunisie depuis le soulèvement révolutionnaire de 2011. Il a également étudié les processus de restructuration des dettes souveraines, à travers une enquête auprès de l'Assemblée générale de l'ONU, de la CNUCED et du FMI, et ses recherches actuelles portent sur les politiques transnationales anti-corruption, de « transparence », et de « gouvernement ouvert », en Europe et dans plusieurs pays du Sud. Il a été chercheur invité à l'Université de Columbia, à l'Université George Washington, et à l'Université San Martin, à Buenos Aires, et enseigne aujourd'hui à l'Université Paris-8 Saint Denis.

Il a récemment publié *L'indépendance préfabriquée*. La mise en forme d'un modèle international de contrôle parlementaire du budget de l'État et co-publié *The Global South Needs More than Just Debt Relief*.



VINCENT DREZET

Ancien porte parole et secrétaire général du syndicat Solidaires Finances Publiques, premier syndicat de Bercy, Vincent Drezet est fiscaliste et membre de l'association Attac. Il a participé à l'écriture de plusieurs notes, tribunes, rapports et livres sur la fiscalité publiés par Solidaires Finances Publiques, Attac, la Fondation Copernic ou à titre personnel. Il intervient dans les médias, et régulièrement dans des colloques et soirées débats sur le thème des finances publiques, afin d'expliquer le rôle de l'impôt, livrer une analyse critique des politiques fiscales et formuler des propositions en faveur de la justice fiscale.

Il est auteur de 15 idées reçues sur la fiscalité (Éditions Les liens qui libèrent, 2012) avec Thomas Coutrot, Un impôt juste pour une société juste avec Christiane Marty (Éditions Syllepse, 2011), Une société sans impôts ? : Plaidoyer pour une fiscalité juste (Éditions Les liens qui libèrent, 2014).



DANIEL ÉGRET

Daniel Égret est astronome émérite à l'Observatoire de Paris (PSL).

Ancien élève de l'École polytechnique, docteur ès sciences de l'Université de Strasbourg, il a travaillé comme astronome à l'Université de Strasbourg jusqu'en 2003, puis à l'Observatoire de Paris, qu'il a présidé de 2003 à 2011. Son activité de recherche l'a conduit à travailler sur le développement de grandes bases de données et le partage international des données d'observation en astronomie. Il s'intéresse actuellement aux questions liées au partage des connaissances, à la publication scientifique, et au développement de la science ouverte.

Il a été membre élu de plusieurs sections de recrutement des chercheurs (CNRS et Observatoires). Il a été vice-président de la Société Française des Spécialistes d'Astronomie. Il est membre du groupe X-Alternative qui réunit d'anciens élèves de l'École polytechnique et d'autres écoles d'ingénieur françaises.



ANNE F.

Anne F. (pseudonyme) dispose d'une formation d'ingénieure agronome de l'Agro Paris Tech et d'économiste du développement de l'Université Paris 1. Elle a exercé des missions en France et en Amérique latine sur les questions de politiques et d'économie agricoles. Elle s'est spécialisée sur les questions environnementales et exerce depuis plusieurs années différentes fonctions au sein du Ministère de l'environnement dans le domaine des politiques agro-environnementales, la réduction des déchets et la transition écologique.



**HÉLÈNE
FRANCO**

Hélène Franco est magistrate et ancienne secrétaire générale du Syndicat de la magistrature (2006 - 2008) dont elle est toujours membre active. Ancienne vice-présidente au tribunal de grande instance de Créteil, elle a été vice-présidente chargée des fonctions de juge des enfants au tribunal de grande instance de Bobigny. En 2016, elle est nommée vice-présidente chargée de l'instruction au tribunal de grande instance de Créteil.

Actuellement conseillère à la Cour d'appel de Paris, elle est membre du groupe de réflexion « Les Constituants».



CHARLOTTE GIRARD

Charlotte Girard est maîtresse de conférences en droit public, habilitée à diriger des recherches à l'Université de Paris Ouest Nanterre — La Défense. Spécialiste de droit constitutionnel et de théorie du droit, elle enseigne notamment le droit constitutionnel de la Ve République et la théorie constitutionnelle depuis une dizaine d'années. Après une thèse de théorie du droit qu'elle a élaborée entre la France et l'Angleterre (Du fondement du droit aux droits fondamentaux, Publications de la Sorbonne, 2010), ses travaux se sont portés sur la question des droits fondamentaux en temps de crise (L'hypothèse de la circulation des normes de lutte contre le terrorisme, Bruylant, 2012) et l'épistémologie du droit comparé, ce qui l'a conduite à tenir des séminaires en théorie des droits fondamentaux, contentieux constitutionnel comparé et méthodologie du droit comparé, entre autres.

Elle est membre d'un groupe de recherche juridique sur le genre, l'amenant à se spécialiser dans le fonctionnement juridique de la parité, notamment dans les institutions politiques, et qui l'a qualifiée pour devenir membre associée de la commission Parité du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Charlotte Girard s'intéresse également aux questions pédagogiques et expérimente un enseignement clinique du droit en co-animant le programme d'Enseignement Universitaire CLinique du Droit de Nanterre (EUCLID) caractérisé par une approche originale à la fois critique et engagée sur le plan de la responsabilité sociale de l'Université.

Elle est signataire du manifeste fondateur d'Intérêt général.



CLÉMENCE GUETTÉ

Clémence Guetté est secrétaire générale du groupe parlementaire de la France insoumise à l'Assemblée nationale depuis juin 2017. Après des études de sociologie politique à Sciences Po et d'écologie à AgroParisTech, elle s'est engagée dans la voie de la recherche sur les inégalités sociales et environnementales. En 2016, elle a ainsi étudié la prise en compte de la vulnérabilité énergétique liée à la mobilité à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), question devenue centrale grâce aux gilets jaunes en 2018. Sociologue des politiques publiques, elle a également mené différentes enquêtes pour des acteurs publics (sur la construction institutionnelle des politiques environnementales au Ministère de la transition écologique) et associatifs (sur l'élaboration d'un positionnement sur les violences conjugales à la Fédération des acteurs de la solidarité).

Engagée à la France insoumise, elle est co-responsable de l'espace du programme du mouvement depuis 2019, après avoir été en charge du travail programmatique durant la campagne de Jean-Luc Mélenchon en 2017. Elle a ainsi participé à l'élaboration collective du programme l'Avenir en commun et à la rédaction des livrets thématiques, ainsi qu'à la coordination des universités populaires et des groupes de travail constitués.

Elle est signataire du manifeste fondateur d'Intérêt général.



ANAÏS HENNEGUELLE

Ancienne élève de l'École normale supérieure de Paris-Saclay, agrégée de sciences sociales, Anaïs Henneguelle est aujourd'hui maîtresse de conférences en économie à l'université de Rennes 2 et chercheuse associée à l'ENS de Paris-Saclay. Spécialisée dans le domaine de l'économie politique, ses travaux portent notamment sur les politiques judiciaires et pénitentiaires. Ils adoptent un regard large en empruntant aux outils de l'économie mais également des autres sciences sociales comme la sociologie. Anaïs Henneguelle s'intéresse ainsi particulièrement aux outils et aux effets de la quantification dans les politiques publiques.

Elle fait partie du collectif d'animation des Économistes Atterrés, groupe qui défend l'idée selon laquelle d'autres politiques économiques sont possibles.



CAMILLE HERLIN-GIRET

Camille Herlin-Giret est chargée de recherche au CNRS, rattachée au Centre de recherches administratives, politiques et sociales de l'Université de Lille. Agrégée de sciences économiques et sociales et docteure en science politique, elle a reçu le prix Mattei Dogan en 2017 pour sa thèse, qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage intitulé *Rester riche. Enquête sur les gestionnaires de fortune et leurs clients* (Éditions Le Bord de l'eau, 2019).

Avant de rejoindre le Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) à l'université de Lille, où Camille Herlin-Giret poursuit actuellement ses recherches, elle a pu lancer de nouveaux chantiers dans le cadre de deux contrats post-doctoraux, à l'EHESS et à l'Université libre de Bruxelles, au sein du Centre de recherche Pénalité, sécurité, déviances, auquel elle est restée associée. Ses travaux portent sur les pratiques d'épargne et d'investissement, le rapport à l'impôt, les politiques fiscales et les professions du conseil financier.



JEAN-CHARLES HOURCADE

Jean-Charles Hourcade est ingénieur, ancien élève de l'Ecole Polytechnique et de l'ENS Télécom, membre de l'Académie des Technologies.

Au service de la Recherche de l'INA dès 1981, puis au sein de la société Thomson Digital Image, Jean-Charles Hourcade se consacre au développement de logiciels d'animation et de synthèse d'images 3D. Après 7 années à la Direction de la Stratégie de Thomson-CSF (aujourd'hui Thalès), il rejoint Thomson Multimedia en 2000 en tant que Directeur de la Recherche et de l'Innovation, puis Directeur Général Adjoint en charge de la R&D, des activités Composants et Micro-électronique, et des Brevets. A la demande de l'État et de la Caisse des Dépôts, il crée en 2011 et dirige jusqu'en 2016 le fonds d'intervention public France Brevets, dont la mission est de favoriser la valorisation des brevets issus de la Recherche et de l'Industrie Françaises.

Jean-Charles Hourcade a été en charge des questions relatives à l'Industrie et aux Entreprises au sein de l'équipe de campagne de la France Insoumise en 2017. Il a co-fondé en 2019 le groupe « X-Alternative », qui réunit des anciens élèves de l'Ecole Polytechnique et d'autres écoles d'ingénieurs françaises.

Il est signataire du manifeste fondateur d'Intérêt général.



MICHEL HUSSON

Michel Husson est économiste et chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales, lié aux organisations syndicales (IRES) depuis sa retraite. Ancien administrateur de l'Insee, il a conduit des travaux de modélisation à la direction de la prévision du ministère des finances, puis à l'Institut statistique mexicain. Il travaille ensuite principalement sur la question de l'emploi. En 2015, il a participé à la Commission pour la vérité sur la dette grecque installée par la présidente du parlement grec de l'époque.

Ayant milité à la LCR, est depuis longtemps engagé dans diverses activités militantes et participe notamment au conseil scientifique d'Attac, à la Fondation Copernic et aux Économistes atterrés. Outre divers articles et la participation à des ouvrages collectifs, il a publié plusieurs ouvrages dont *Le capitalisme en 10 leçons* (éditions La découverte, 2012) et *Un pur capitalisme* (éditions Page Deux, 2008). Ses nombreuses contributions sont disponibles sur son site : <http://hussonet.free.fr/>



FRÉDÉRIC LEBARON

Frédéric Lebaron est professeur de sociologie à l'Ecole normale supérieure Paris-Saclay, où il dirige le département de sciences sociales.

Il enseigne aussi à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, à Sorbonne Université et à Sciences Po Aix. Il est membre de l'IDHES-Paris-Saclay, chercheur associé au laboratoire Printemps (UMR CNRS-UVSQ 8085) et au CURAPP-ESS.

Frédéric Lebaron a été président de l'Association française de sociologie entre 2015 et 2017.

Il a publié de nombreux ouvrages et des manuels.



BENJAMIN LEMOINE

Benjamin Lemoine est chargé de recherche en sociologie politique au CNRS. Médaille de bronze du CNRS 2018, il est spécialiste de la dette souveraine et de l'analyse des liens entre États et marchés financiers globalisés au sein de l'équipe Sociologie politique de l'économie à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sociologie, économie et science politique (IRISSO) de l'Université Paris Dauphine.

Sa thèse, *Les Valeurs de la dette. L'État à l'épreuve de la dette publique* (Mines ParisTech-CSI, 2011) a été primée par l'Association française de science politique. Il travaille plus particulièrement sur la restructuration des dettes publiques, sur les questions de finances publiques, de marchés financiers et de liens entre États et investisseurs. Il est notamment l'auteur de *L'Ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché* (Editions La Découverte, 2016).



LAURIANE MOUYSSET

Lauriane Mouysset est économiste après avoir reçu une double formation en écologie à l'École Normale Supérieure d'Ulm et en économie de l'environnement à la Sorbonne.

Lauriane Mouysset est aujourd'hui chargée de recherche au CNRS en économie écologique au Centre International sur l'environnement et le développement (CIRED). Dans une perspective interdisciplinaire, ses travaux proposent une réflexion sur la gestion durable des sociétés en les inscrivant explicitement dans les écosystèmes au sein desquels elles évoluent. Elle développe des méthodes quantitatives qui s'appuient sur des modèles bioéconomiques visant à construire des scénarios de biodiversité et à évaluer l'efficacité bioéconomique de politiques publiques. Elle a notamment particulièrement travaillé sur la politique agricole commune et la gestion des écosystèmes terrestres. Elle complète désormais ses réflexions par des travaux de recherche en philosophie de l'écologie.

Lauriane Mouysset a publié en 2015 un ouvrage intitulé *Repenser le défi de la biodiversité : l'économie écologique* aux Éditions de la Rue d'Ulm.



FRÉDÉRIC PIERRU

Frédéric Pierru est sociologue et politiste, chargé de recherche hors classe au CNRS, membre du Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) à l'université de Lille. Il est également chercheur associé au laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique du Conservatoire national des arts et métiers.

Il a commencé sa carrière à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO) à l'université Paris Dauphine. Il est membre du Comité de direction de la Chaire Santé de Sciences Po Paris, ancien membre du Haut Conseil de la Santé Publique et a participé à de nombreux conseils et commissions. Il est membre de comités éditoriaux de revues académiques. Il est un spécialiste reconnu des politiques publiques de santé, allant de la Sécurité sociale aux politiques de veille et de sécurité sanitaire. Il a écrit, seul ou en collaboration, de nombreux articles scientifiques et ouvrages dont : avec André Grimaldi, François Bourdillon, Olivier Lyon-Caen, Didier Tabuteau, *Manifeste pour une santé égalitaire et solidaire*, Odile Jacob, 2011 ; avec André Grimaldi, Yvanie Caillé, Didier Tabuteau, *Les Maladies chroniques. La troisième médecine*, Odile Jacob, 2017 ; avec Pierre-André Juven et Fanny Vincent, *La Casse du siècle. A propos des réformes de l'hôpital public*, Raisons d'Agir, 2019 ; avec André Grimaldi, *Santé : urgence*, Odile Jacob, 2020. Il a notamment participé au film *La Sociale* de Gilles Perret (2016).

Il a été orateur national santé du candidat Jean-Luc Mélenchon en 2016 – 2017 et intervient régulièrement dans la presse généraliste et professionnelle sur les enjeux de la réforme du système de santé.

Il est signataire du manifeste fondateur d'Intérêt général.



BERNARD PIGNEROL

Titulaire d'un DEA de droit public interne de l'université de Paris I et d'un DEA de philosophie du droit de l'université de Paris II, ancien élève de l'école du Louvre, Bernard Pignerol est également ancien élève de l'ENA (promotion Valmy), conseiller d'État.

Membre fondateur de SOS racisme en 1984, il a été un des animateurs du groupe des experts "Brainpote" et vice-président de 1988 à 1993. Il a été l'un des rédacteurs du "manifeste pour l'intégration par la ville et par l'école", secrétaire général de l'association de préfiguration de l'école des hautes études urbaines Fernand Braudel, il a collaboré à la revue "Lumières de la ville".

De 2002 à 2005 il a présidé le conseil d'administration de l'ONISEP. Il a été rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études du Conseil d'État et à publié dans l'AJDA.

Membre de 1988 à 2002 de la direction de la "Gauche Socialiste", il a présidé la commission des conflits du parti socialiste. De 2007 à 2014 il est conseiller international du maire de Paris, Bertrand Delanoë et délégué général aux relations internationales de la ville de Paris. Conseiller spécial de Jean-Luc Mélenchon alors ministre délégué à l'enseignement professionnel, il a retrouvé cette fonction auprès de lui lors de la campagne présidentielle de 2017.

Signataire du manifeste fondateur d'Intérêt général, il est également président de l'Institut La Boétie.



CLAUDE POLIAK

Claude Poliak est sociologue. Chercheuse au CNRS au Centre de sociologie urbaine (CSU), puis au Centre de sociologie européenne (CSE), elle est aujourd'hui retraitée.

Ses travaux de recherche, inscrits dans la perspective de la sociologie de Pierre Bourdieu, ont porté, pour l'essentiel, sur les milieux populaires et plus particulièrement sur les rapports profanes à la culture légitime. Elle a publié *La vocation d'autodidacte* (Éditions L'Harmattan, 1992); *Aux frontières du champ Littéraire ; Sociologie des écrivains amateurs* (Éditions Economica, 2006) et - en collaboration avec Gérard Mauger et Bernard Pudal - *Histoires de lecteurs* (Éditions du Croquant, 2010).

Elle est membre de l'association *Savoir/Agir* et du comité de rédaction de la revue *Savoir/Agir*. Elle est également membre du comité de rédaction de la revue *L'intérêt général*.



RÉGIS PORTALEZ

Régis Portalez est ingénieur en informatique, ancien élève de l'Ecole Polytechnique. Expert en javascript/typescript, il quitte Microsoft en 2014 pour une TPE française d'accélération de code natif en tant qu'ingénieur de recherche. Il prend la parole place de la République fin novembre 2018 et lance un appel aux anciens élèves «Nous, anciens élèves de Polytechnique, on doit tout à la République. Il est temps pour nous de rendre au peuple ce qu'il nous a donné. Camarades de l'école : choisissez de quel côté de l'Histoire vous voulez être aujourd'hui.» Joignant le geste à la parole il rejoint les Gilets Jaunes le 1er décembre en grande tenue de l'école.

Il a co-fondé en 2019 le groupe « X-Alternative », qui réunit majoritairement des élèves et anciens élèves de l'Ecole Polytechnique. Il a également participé à l'ouvrage collectif «Résistons ensemble, pour que renaissent des jours heureux» aux éditions Massot.



MAXIME QUIJOUX

Maxime Quijoux est sociologue, chargé de recherche au CNRS et membre du Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique (LISE) au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM). Titulaire d'un doctorat de sociologie obtenu en 2009 à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL, Paris 3 Sorbonne Nouvelle), il consacre ses travaux à la démocratie au travail, au syndicalisme et aux socialisations professionnelles.

Il est l'auteur de Néolibéralisme et autogestion, l'expérience argentine (Éditions de l'IHEAL, 2011) et de Adieux au patronat, lutte et gestion ouvrières dans une usine reprise en coopérative (Éditions Le Croquant, 2018). Il a également dirigé l'ouvrage Bourdieu et le travail paru en 2015 aux éditions Presses Universitaires de Rennes. Ses recherches actuelles portent sur le mouvement coopératif de production en France et sur le mouvement social européen porté par Pierre Bourdieu dans les années 1990.



LOUISE ROUAN

Louise Rouan est administratrice territoriale, ancienne élève de l'INET et titulaire du master d'affaires publiques de Sciences Po Paris. Elle occupe actuellement un poste de directrice dans une grande collectivité du nord de la France. Elle contribue aux sujets relatifs à l'organisation territoriale de la République, aux services publics et au numérique.



STÉPHANIE ROZA

Stéphanie Roza est chargée de recherches au CNRS en philosophie politique au Laboratoire Triangle de l'École normale supérieure de Lyon. Elle travaille actuellement sur l'héritage des Lumières et de la Révolution française dans les gauches socialistes, anarchistes et communistes de 1789 à nos jours. Elle a publié un ouvrage sur le destin de l'utopie dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle *Comment l'utopie est devenue un programme politique*, (Classiques Garnier, 2015).

Son dernier ouvrage paru s'intitule *La gauche contre les Lumières ?* (Éditions Fayard, 2020). Elle a contribué aux travaux de la Fondation Jean Jaurès sur l'histoire du socialisme et de l'universalisme.



GRÉGORY RZEPSKI

Grégory Rzepki est haut fonctionnaire, ancien élève de l'École nationale des travaux publics de l'État et de l'ENA (promotion Jean-Jacques Rousseau). Il a travaillé dans différents ministères et au sein de plusieurs juridictions, notamment au Conseil d'État.

Il est membre du comité de rédaction de la revue L'Intérêt général et collaborateur du Monde diplomatique. Il est aussi l'auteur, avec Mathias Reymond, de Tous les médias sont-ils de droite ? Du journalisme par temps d'élection présidentielle (Syllepse, 2008).



CAROLINE BLANCHAREL

Caroline Blancharel (pseudonyme) est économiste, ancienne élève des deux grandes écoles d'ingénieurs et docteure en économie.

Ses travaux portent notamment sur l'économie du logement et de l'environnement. Elle a eu en parallèle diverses expériences au sein d'administrations d'État qui lui procurent une vision transverse de l'action publique. Elle est également proche du collectif "Les Infiltrés".



RAUL SAMPOGNARO

Raul Sampognaro est chercheur en économie à Sciences Po-Paris.

Diplômé de l'Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne) avec une spécialisation en économie internationale. Après une expérience professionnelle au Ministère des Finances, il retourne au monde académique à Sciences Po. Spécialiste sur les questions de finances publiques en France et dans la zone euro, il participe à plusieurs ouvrages collectifs portant sur les réformes du cadre institutionnel européen, notamment des règles budgétaires en vigueur.

Par ailleurs, il participe activement à l'évaluation des politiques publiques. Ses travaux de recherche portent aussi sur l'évolution récente des inégalités et du système de protection sociale.



BENOÎT SCHNECKENBURGER

Benoît Schneckenburger est docteur et agrégé de philosophie et professeur en classes préparatoires. Ancien élève de l'Institut Régional d'Administration de Nantes, il est auteur d'essais philosophiques et politiques.

Après des études de Sciences Politiques à l'Université Paris VIII, menées en parallèle avec une carrière administrative comme rédacteur territorial puis attaché d'administration centrale au ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Benoît Schneckenburger s'est tourné vers l'enseignement et la recherche en philosophie. Après de nombreuses années en Lycée, à Paris et en Région (Ferney-Voltaire, Bourg-en-Bresse, Lyon), il enseigne désormais en Classes Préparatoires. Sa thèse doctorale concernait les conceptions matérialistes des relations entre bonheur et politique pendant les Lumières.

Il a publié plusieurs essais, notamment Intelligence du matérialisme (Éditions de L'épervier, 2013), Populisme : le fantasme des élites (Éditions Bruno Leprince 2012), Apprendre à philosopher avec Épicure, L'animal (Éditions Ellipses, 2019). Éditorialiste et chroniqueur, il anime le blog philosophie-politique.fr



LAÉLIA VÉRON

Laélia Véron est docteure en langue et littérature française et maîtresse de Conférences en stylistique à l'université d'Orléans et membre du laboratoire POLEN (Pouvoir, Lettres, Normes).

Agrégée de Lettres Modernes, elle est diplômée de l'ENS de Lyon. Elle intervient dans les médias (notamment à Arrêt sur images) sur la base de ses travaux portant sur le langage comme enjeu de pouvoir.

Elle est co-auteurice de *Le Français est à nous ! Petit manuel d'émancipation linguistique* (Éditions La découverte, 2019) avec Maria Candea et créatrice du podcast *Parler comme jamais !* sur Binge audio. Elle est également enseignante en milieu carcéral.



SOLVEIG MAUVIÈRE

Solveig Mauvière (pseudonyme) est administratrice civile, ancienne élève de l'ENA, actuellement en poste au sein d'un établissement public.

Elle apporte son expertise sur les domaines variés des collectivités territoriales, de la recherche et de l'innovation dans les domaines académiques ou industriels. Elle s'intéresse particulièrement à la question du sens de l'Etat chez les dirigeants du secteur public ainsi qu'aux enjeux de la transition écologique autour de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Elle est membre du groupe X-Alternative, qui réunit des anciens élèves de l'École Polytechnique et d'autres écoles d'ingénieurs françaises.

4

REPRISES
PRESSE

Notes #5 #6 #7 - Services publics

L'Obs, Rémy Dodet, 27 mai 2020, [Nationaliser Sanofi, des médecins fonctionnaires... Les idées post-Covid d'un think tank proche de LFI](#)

L'Obs, *Intérêt Général lance des idées*, édition papier du 28 mai 2020.

Le Monde, Abel Mestre, 27 mai 2020, [La gauche républicaine veut se réarmer idéologiquement](#)

Marianne, entretien de Kévin Boucaud-Victoire avec Thomas Branthôme, 6 juin 2020, [Thomas Branthôme : "Les services publics sont par définition les adversaires du néolibéralisme"](#)

Note #4 - Intercommunalités

Marianne, Louis Hausalter et Hadrien Mathoux, 5 mars 2020, [Communautés de communes : le grand bazar](#)

Politis, Tribune d'Intérêt général, 7 mars 2020, [Pour des communes écologiques qui coopèrent librement](#)

Note #3 - Retraites

Politis, Thomas Piketty, 22 janvier 2020, [« Un néolibéralisme à contretemps »](#)

L'heure du peuple, 10 janvier 2020, [« Retraites : Un autre projet est possible ! »](#)

Médiapart, Romaric Godin, 22 décembre 2019, [Retraites: il n'y a pas de contre-réforme possible sans changement profond des politiques économiques](#)

Le vent se lève, Antoine Bristielle, 5 décembre 2019, [Retraites : en marche vers la régression](#)

Note #1 - Think tanks

Là-bas si j'y suis, entretien de Jonathan Duong avec Grégory Rzepski, 24 décembre 2019, [Qui se cache derrière les think tanks?](#)

Le monde diplomatique, Grégory Rzepski, décembre 2019, [Ces viviers où prolifèrent les « experts » médiatiques](#)

Lancement d'Intérêt général

L'heure du peuple, 10 janvier 2020, [Intérêt Général : Fabrique de l'alternative](#)

Le vent se lève, Lenny Benbara, 25 septembre 2019, [Comment la France insoumise est devenue un parti de gauche contestataire](#)

Les Inrockuptibles, Pauline Thurier, 6 mai 2019, [« Intérêt général » : le « laboratoire d'idées » lancé par des Insoumis](#)

Marianne, Manifeste d'Intérêt général, 7 mai 2019, [Fédérer par les idées, pour l'intérêt général : lancement d'un nouveau think tank de gauche](#)

Le Monde, Abel Mestre, 6 mai 2019, [Les « insoumis » se dotent d'un « laboratoire d'idées » pour bâtir une « alternative » à Macron](#)

Contact

Michel Mongkhoy
Relations presse d'Intérêt Général
presse@interetgeneral.net

Site internet : <http://interetgeneral.net>
Twitter : <https://twitter.com/InteretGen>